



Liminaire au CTL du 24 mars 2016

Monsieur le Président,

1,2 % d'augmentation du point d'indice : le compte n'y est pas, loin de là ! Avec 7,2% de baisse de pouvoir d'achat depuis 2010 (22% depuis 1995), ce n'est pas cette mesurette qui fera avaler la pilule du PPCR et de la RIFSEEP. Et puis comment accepter l'argument du coût financier soi-disant exorbitant pour l'Etat (1,8 milliards d'euros) après les cadeaux successifs faits aux entreprises (CFE, CICE de 25 milliards et Pacte de Responsabilité de 41 milliards) ? Au total, chaque année, les entreprises bénéficient de plus de 200 milliards d'euros de cadeaux fiscaux et exonérations de cotisations sociales, sans réelle contrepartie. En parallèle, nombre de politiques en perpétuelle campagne électorale et de médias asservis aux intérêts de l'oligarchie orchestrent savamment la destruction de l'image des chômeurs, qualifiés d'assistés, et des fonctionnaires, prétendument privilégiés. Nous ne sommes pas dupes !

L'annonce gouvernementale sur la mise en œuvre effective de la retenue à la source (RAS) est une mauvaise nouvelle pour la DGFIP.

N'en déplaise au Directeur Général, cette décision procède d'une remise en cause de nos missions.

N'en déplaise au Directeur Général, cette décision n'améliorera pas un taux de recouvrement particulièrement élevé. Bien au contraire, elle va fragiliser encore plus le budget de l'Etat.

Certes, dans un premier temps, elle générera, sans aucun doute possible, un accroissement des charges et une très forte sollicitation des personnels. Mais, à terme, elle est bien destinée à permettre encore plus de suppressions d'emplois. Le DG l'affirme ouvertement, la RAS générera des gains de productivité, ce qui, en langage policé, annonce ces suppressions.

Solidaires Finances Publiques, sans revenir sur ses critiques de fond du projet, exige un renforcement des moyens humains et budgétaires de la DGFIP, l'arrêt sine die des suppressions d'emplois et le comblement de toutes les vacances.

Sur l'ordre du jour et particulièrement la formation professionnelle :

Il est à noter une forte baisse de près de 19% du nombre de jours de formation et de près de 25% du nombre d'agents formés. S'il est vrai que cela s'explique en grande partie par la baisse des formations obligatoires (déontologie, FDD etc), les formations métiers ont fléchi de 7% alors que l'évolution des métiers et des structures s'est amplifiée. Le développement des formations locales décentralisées n'a pas endigué cette baisse. Pour Solidaires Finances Publiques, une partie de l'explication se trouve dans la hausse des charges d'activité dans les services.

Vous vous gargarisez d'un bilan positif de la e-formation. Les élus de Solidaires Finances Publiques ne partagent pas du tout votre constat. Le taux d'absentéisme proche des 50% traduit selon nous le manque d'adhésion des agents pour ce mode d'apprentissage déshumanisé et la charge de travail excessive dans les services.

Concernant la présentation de l'expérimentation de la caisse sans numéraire au Quesnoy :

Pour Solidaires Finances Publiques, cette expérimentation, qui n'a pour but que la réduction des services au public est inacceptable ! Le paiement en numéraire concerne, pour le site expérimentateur, les publics les plus fragiles et ne vise qu'à leur compliquer l'existence. Il crée aussi, à défaut de pouvoir se soumettre aux moyens de paiements alternatifs, une différence de traitement entre les usagers.

Pour rappel, la Trésorerie du Quesnoy, déjà fermée au public le jeudi, connaît des difficultés prégnantes d'effectif. Le service de la caisse n'est pas en reste.

Enfin, cette expérimentation n'est génératrice que de surcharge de travail : Le SIP ne recevant plus le numéraire devra néanmoins traiter les P109... Donc, aucune baisse de charge !

En revanche, à la trésorerie, au-delà des opérations d'encaissement supplémentaires, le caissier devra, après sa journée, gérer les virements.

Où sont vos gains d'efficacité, si chers à vos yeux, quand il s'agit de justifier les suppressions d'emplois ?

Concernant le nouvel organigramme de la DRFiP :

Une fois de plus une réorganisation est prétexte à suppressions d'emplois.

Nous relevons également que les assistantes de prévention seront désormais rattachées à la Mission Prévention des Risques (avec les auditeurs et la CQC) plutôt qu'avec le Pôle Ressources et Conditions de Travail. Doit-on en déduire, Monsieur le Président, que vous assimilez le risque humain au risque financier ? Les agents se feront leur opinion....

Concernant la présentation de l'application E-contact :

Contrairement à ce que pourrait laisser penser le document fourni, la simplification n'est pas au rendez-vous. L'utilisation de l'application entraîne une surcharge de travail et de nombreuses améliorations sont souhaitées. De plus, l'E-formation proposée est anecdotique au point qu'il y a plus d'informations sur la fiche de synthèse finale. Pour Solidaires Finances Publiques, la formation à l'utilisation quotidienne de cet outil, appelé à se substituer aux BALF, ne doit pas se faire au rabais. Une formation présentielle d'une journée ne serait pas du luxe !

Concernant vos réflexions sur les aménagements de la cartographie des RAN :

Solidaires Finances Publiques a toujours revendiqué l'affectation des agents la plus fine dès le mouvement de mutation national. Nous rejetons donc l'ensemble des réflexions sur les fusions de RAN et réclamons au contraire un découpage beaucoup plus fin des RAN. Ce n'est pas aux agents de subir les conséquences des difficultés de gestion induites par les milliers de suppressions d'emplois et la destruction du réseau que la DG a décidé. Nous refusons que les agents soient la variable d'ajustement !